



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 12 février 1999

APERÇU

◆ Forte hausse de l'emploi à temps plein

Le nombre d'emplois s'est accru pour un septième mois consécutif en janvier, le taux de chômage étant descendu à 7,8 %, son niveau le plus bas depuis juin 1990. Cette plus récente hausse touchait entièrement l'emploi à temps plein.

◆ Les fabricants prévoient maintenir leurs niveaux de production et d'emploi

Les fabricants s'attendent à maintenir leurs niveaux de production et d'emploi au cours des trois prochains mois.

◆ Peu de changements prévus à court terme pour l'économie

Selon les prévisions à court terme d'analystes économiques interrogés sur la performance de l'économie, le début de 1999 annonce peu de changements.

◆ Les permis de construction atteignent leur plus importante valeur depuis 1989

Bien que la valeur des permis de construction émis en décembre ait baissé légèrement par rapport à novembre, la valeur des permis émis en 1998 est la plus élevée depuis 1989.

◆ Les Canadiens misent gros aux jeux de hasard

Grâce aux casinos et aux appareils de loterie vidéo régis par l'État, les recettes de jeu ont fait un bond de 4 milliards de dollars de 1992 à 1997. Au cours de cette période, les Canadiens ont plus que doublé la somme qu'ils ont consacrée aux jeux de hasard régis par l'État.

Forte hausse de l'emploi à temps plein

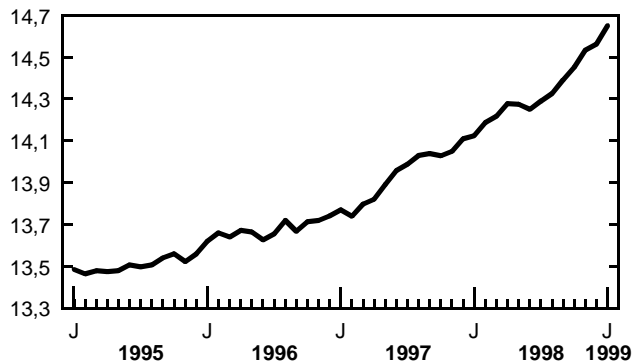
Le nombre d'emplois s'est accru pour un septième mois consécutif en janvier (+ 87 000), le taux de chômage ayant fléchi de 0,2 point de pourcentage, pour glisser à 7,8 %, son niveau le plus bas depuis juin 1990. Cette plus récente hausse touchait entièrement l'emploi à temps plein. Il s'ajoute en moyenne 57 000 nouveaux emplois chaque mois depuis sept mois. De plus, de janvier à novembre 1998, le niveau moyen de l'emploi a été de 2,8 % plus élevé qu'au cours de la même période en 1997, connaissant ainsi la même croissance que le produit intérieur brut. En 1998, l'emploi a fortement augmenté dans le secteur des services, mais il a chuté dans plusieurs branches du secteur des biens. Les deux tiers de l'augmentation globale de l'emploi observée l'an dernier étaient attribuables à l'emploi à temps plein.

Poursuivant la tendance amorcée en 1998, le nombre d'emplois chez les jeunes de 15 à 24 ans a progressé de 44 000 en janvier; 33 000 de ces emplois étaient à temps plein. Les nouveaux emplois étaient concentrés dans les services personnels et ménagers tels que l'hébergement et la restauration. Le taux de chômage des jeunes a diminué de 0,5 point de pourcentage, pour s'établir à 13,9 %, ce qui représente son niveau le plus bas depuis septembre 1990.

Après avoir connu une faible croissance de 1,7 % l'an dernier, le nombre d'emplois chez les hommes adultes s'est accru de

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... Forte hausse de l'emploi à temps plein

41 000 en janvier; il s'agissait tous d'emplois à temps plein. Cette croissance a été observée dans la fabrication, le commerce et les services d'enseignement. Cependant, l'emploi a peu changé en janvier chez les femmes adultes. La robuste croissance observée dans les services d'enseignement et les autres services a été contrebalancée par les pertes enregistrées dans les soins de santé et l'assistance sociale. La croissance de l'emploi a été forte chez les femmes adultes en 1998 (+ 3,7 %).

Dans le secteur public, le nombre d'employés s'est accru de 58 000 en janvier, ce qui a plus qu'effacé la perte de 55 000 employés enregistrée en décembre. Entre-temps, dans le secteur privé, le nombre d'employés a légèrement augmenté, ayant progressé de 30 000, après s'être fortement accru au quatrième trimestre de 1998. Le nombre de travailleurs indépendants est demeuré inchangé en janvier.

La hausse de l'emploi global enregistrée en janvier était répartie presque également entre le secteur des biens (+ 44 000) et celui des services (+ 43 000). La croissance du nombre d'emplois dans la fabrication, qui a progressé de 55 000 après avoir peu varié en deux mois, était concentrée en Ontario. Dans les branches de l'exploitation forestière, de la pêche, des mines, du pétrole et du gaz, le nombre d'emplois a peu changé en janvier. Cette inertie suivait un déclin important survenu en 1998 à cause de la chute des prix des marchandises. Dans les services d'enseignement, le nombre d'emplois a progressé de 37 000 en janvier, ce qui a plus que contrebalancé les pertes enregistrées au cours des trois mois précédents. Dans le commerce, le nombre d'emplois a également augmenté en janvier (+ 33 000), alimentant la croissance qui s'était amorcée en juin et qui a produit depuis des gains de 113 000 emplois. Puis, après plusieurs mois d'une croissance stable, le nombre d'emplois a chuté de 55 000 dans la branche des soins de santé et de l'assistance sociale, surtout dans le secteur privé.

Du côté des provinces, la croissance du nombre d'emplois en Ontario a poursuivi la tendance à la hausse amorcée environ deux ans plus tôt. Le taux de chômage de la province est tombé à 6,6 %, son taux le plus bas depuis août 1990. En Colombie-Britannique, le bond effectué en janvier (+ 32 000 emplois) s'est produit presque

Note aux lecteurs

Trois changements importants ont été apportés à l'Enquête sur la population active. D'abord, les données selon la branche d'activité ne sont plus basées sur la Classification type des industries de 1980, mais sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Deuxièmement, les données selon la profession sont maintenant basées sur la Classification type des professions de 1991 plutôt que sur celle de 1980. Finalement, la définition de secteur public a été modifiée. Les données résultant de ces changements et d'autres modifications ne sont pas comparables aux données publiées précédemment. Toutefois, des données historiques révisées sont disponibles sur CANSIM. Pour plus de renseignements sur les changements à l'enquête, consultez le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) ou communiquez avec Marc Lévesque au (613) 951-2793, Division des enquêtes-ménages.

entièrement dans le secteur des services et surtout dans la région de Vancouver. Le taux de chômage de la province n'a toutefois baissé que de 0,1 point de pourcentage parce que l'activité a connu une augmentation très proche de celle de l'emploi. La hausse du nombre d'emplois observée en Alberta en janvier était la troisième de suite. Le taux de chômage n'y a toutefois pas changé en raison d'une augmentation similaire de l'activité dans la province. En Nouvelle-Écosse, après avoir connu deux mois consécutifs sans augmentation, le nombre d'emplois s'est accru de 7 000, faisant baisser le taux de chômage de 0,6 point de pourcentage. La situation de l'emploi a peu changé dans les autres provinces en janvier.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Information : population active, pour la semaine se terminant le 16 janvier 1999 (71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Enquête sur la population active, janvier 1999¹

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 898,7	0,4	14 650,8	0,6	1 247,9	7,8
Terre-Neuve	245,1	- 0,2	202,0	1,2	43,1	17,6
Île-du-Prince-Édouard	72,6	2,4	60,7	1,2	11,9	16,4
Nouvelle-Écosse	454,4	1,1	408,9	1,8	45,5	10,0
Nouveau-Brunswick	380,8	0,2	337,6	0,6	43,2	11,3
Québec	3 765,7	- 0,1	3 396,4	0,0	369,3	9,8
Ontario	6 149,3	0,3	5 744,2	0,7	405,0	6,6
Manitoba	586,7	- 0,2	554,0	0,1	32,8	5,6
Saskatchewan	511,0	- 0,4	477,8	- 0,7	33,2	6,5
Alberta	1 637,4	0,7	1 543,5	0,7	93,8	5,7
Colombie-Britannique	2 095,8	1,6	1 925,7	1,7	170,1	8,1

¹ Les données sont pour les hommes et les femmes âgés de 15 ans et plus.

Les fabricants prévoient maintenir leurs niveaux de production et d'emploi

Durant l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de janvier, les fabricants ont indiqué qu'ils étaient généralement satisfaits des perspectives de production et d'emploi qui se dessinaient au cours des trois prochains mois. Dans l'ensemble, ils ne se sentaient pas préoccupés par le niveau actuel des stocks de produits finis. Cependant, ils étaient légèrement moins satisfaits du niveau actuel des nouvelles commandes.

Parmi les fabricants qui ont participé à l'enquête, 17 % ont dit s'attendre à ce que leur production augmente au cours du prochain trimestre, tandis que 74 % ont dit qu'ils prévoyaient maintenir le même niveau de production. Seulement 9 % des fabricants ont déclaré que leur production diminuerait au cours des trois prochains mois. Ce résultat peut être vu comme un retour à un bilan des opinions plus normal. En effet, les résultats des deux enquêtes précédentes avaient été grandement influencés par les effets de la grève chez General Motors aux États-Unis.

Les fabricants s'attendent à ce que leurs niveaux d'emploi changent peu. Dans l'enquête de janvier, 12 % des fabricants ont déclaré qu'ils réduiraient leurs effectifs au cours des trois prochains mois, alors que 14 % ont dit qu'ils les augmenteraient. Environ 74 % des fabricants ont déclaré que leurs effectifs changeraient peu. Selon l'Enquête sur la population active de décembre 1998, le nombre d'emplois avait peu changé à la fin de l'année (+ 15 000) dans la fabrication, après avoir connu une forte hausse de 6,3 % en 1997 (+ 132 000).

Note aux lecteurs

La majorité des réponses à l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, qui est menée en janvier, en avril, en juillet et en octobre, sont recueillies durant les deux premières semaines de ces mois. Les résultats de l'enquête sont basés sur les réponses obtenues de quelque 5 000 fabricants et sont pondérés en fonction de la valeur des livraisons ou du nombre d'employés d'un fabricant. Par conséquent, les réponses des grands fabricants ont une incidence plus forte sur les résultats que celles des petits fabricants. Les données sont désaisonnalisées, sauf celles sur les obstacles à la production.

Comme en octobre, 80 % des fabricants estimaient que le niveau actuel de leurs stocks de produits finis était à peu près convenable. Cependant, 16 % des fabricants ont déclaré que leurs stocks étaient trop élevés, tandis que 4 % ont indiqué qu'ils étaient trop bas. Selon l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières de novembre 1998, les fabricants possédaient des stocks de produits finis de quelque 17,3 milliards de dollars, c'est-à-dire de 7,5 % plus élevés qu'en novembre 1997.

Les fabricants se disaient moins satisfaits du niveau actuel de leurs nouvelles commandes. En fait, leur bilan des opinions est devenu négatif en raison de la baisse de sept points du nombre de fabricants déclarant recevoir davantage de nouvelles commandes. Cette baisse était principalement attribuable à la branche du matériel de transport. Entre-temps, la plupart des fabricants (81 %) demeurent satisfaits du niveau actuel de leurs commandes en carnet, le déclarant à peu près normal. Il s'agit d'une augmentation de sept points par rapport au chiffre d'octobre. De plus, 12 % ont

Perspectives des fabricants et situation dans les industries manufacturières

Données désaisonnalisées

	Janvier 1998	Avril 1998	Juillet 1998	Octobre 1998	Janvier 1999
% de fabricants ayant déclaré					
Volume de la production au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	68	60	45	44	74
À la hausse	23	22	22	41	17
À la baisse	9	18	33	15	9
Emploi au cours des trois prochains mois					
Semblable	74	70	70	73	74
À la hausse	17	19	17	14	14
À la baisse	9	11	13	13	12
Niveau actuel des stocks de produits finis					
Quasi normal	79	80	84	80	80
Trop bas	6	3	2	2	4
Trop élevé	15	17	14	18	16
Niveau des nouvelles commandes					
Semblable	60	59	72	69	76
À la hausse	27	18	14	18	11
À la baisse	13	23	14	13	13
Niveau actuel des commandes en carnet					
Quasi normal	74	77	80	74	81
Supérieur à la normale	14	10	7	10	7
Inférieur à la normale	12	13	13	16	12

(suite à la page 4)

... Les fabricants prévoient maintenir leurs niveaux de production et d'emploi

déclaré que le niveau actuel de leurs commandes en carnet était plus bas que d'habitude et 7 %, plus élevé. Le bilan des opinions a peu varié par rapport aux deux enquêtes précédentes.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée inquiétait moins cette fois-ci. Environ 87 % des fabricants ont déclaré ne se heurter à aucun obstacle à la production au début de janvier. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée continuait de préoccuper 5 % des fabricants, ce qui représente une amélioration de 3 % par rapport à l'enquête d'octobre. Seulement 2 % des fabricants ont déclaré

s'inquiéter de la pénurie de matières premières, comparativement à 13 % en juillet et à 3 % en octobre. (Le niveau anormalement élevé observé en juillet était principalement attribuable à l'interruption de l'approvisionnement en pièces d'automobiles causée par les grèves aux États-Unis.) Enfin, 3 % des répondants ont dit être préoccupés par la pénurie de fonds de roulement, comparativement à 2 % en octobre.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courriel : robilcg@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Peu de changements prévus à court terme pour l'économie

Les résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme pour le début de l'année 1999 montrent que peu de changements sont à prévoir dans la performance de l'économie. Les prévisions des analystes semblent avoir été plus pessimistes que les données réelles.

La moyenne des prévisions d'augmentation d'un mois à l'autre du produit intérieur brut (PIB) en novembre était de 0,1 %, comparativement à l'augmentation réelle du PIB de 0,4 % en novembre. Les analystes prévoient peu de changements en décembre 1998 (+ 0,2 %) et en janvier 1999 (+ 0,1 %) quant au taux de croissance économique.

Les prévisions du commerce international indiquent une légère diminution pour la période de décembre 1998 à février 1999. La moyenne de l'excédent commercial prévu par les économistes pour chacun de ces trois mois se chiffre à 1,7 milliard de dollars, un excédent légèrement plus faible comparativement au chiffre réel de 1,9 milliard de dollars pour novembre. Les prévisions pour les exportations et les importations étaient légèrement moins élevées que les chiffres réels pour le mois de novembre.

Les prévisionnistes interrogés s'attendent à une légère augmentation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la période de janvier à mars. Dans le passé, l'inflation réelle d'une année à l'autre était moins élevée que prévue. Par exemple, la moyenne anticipée pour le mois de décembre était de 1,3 %, comparativement au taux réel de l'IPC de 1,0 %.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les anticipations à court terme est un sondage effectué mensuellement auprès d'un groupe d'analystes économiques provenant d'entreprises canadiennes à travers le pays, afin d'obtenir une vue représentative de l'économie canadienne pour les trois prochains mois. Les analystes émettent des prévisions sur la variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC), des taux de chômage et d'activité, du niveau des exportations et des importations de marchandises, de même que sur les variations mensuelles du produit intérieur brut (PIB).

Le taux de chômage est demeuré inchangé à 8,0 % pour décembre, tandis que le taux d'activité a augmenté légèrement, pour atteindre 65,6 %. Les prévisionnistes interrogés s'attendent à une légère augmentation du taux de chômage pour la période de janvier à mars, avec des prévisions moyennes de 8,1 % pour ces trois mois ainsi que des taux d'activité stables pour janvier et février (65,6 %) et une légère baisse pour mars (65,5 %). En janvier, le taux de chômage réel n'a pas augmenté, mais est plutôt tombé à 7,8 %, le taux le plus bas depuis juin 1990. Le taux d'activité, quant à lui, n'est pas demeuré stable : en effet, il a connu une augmentation de 0,2 point de pourcentage, pour atteindre 65,8 %.

Pour plus de renseignements sur les résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme ou pour obtenir un ensemble de tableaux, communiquez avec Jenny Grenier au (613) 951-1020 (télécopieur : (613) 951-1572; courriel : grenjen@statcan.ca), Division des petites entreprises et enquêtes spéciales.

Les permis de construction atteignent leur plus importante valeur depuis 1989

En 1998, les municipalités ont délivré pour 33,5 milliards de dollars de permis de construction, en hausse de 7,2 % par rapport à 1997. Il s'agit du plus haut niveau depuis 1989, année record où la valeur totale des projets de construction avait atteint 40 milliards de dollars. En décembre, la valeur des permis de construction a atteint 2,8 milliards de dollars, ce qui constitue un léger repli de 0,4 % par rapport au mois précédent. La valeur des permis de construction résidentielle a diminué de 2,2 %, pour s'établir à 1,6 milliard de dollars, et celle des permis de construction non résidentielle a augmenté de 2,0 %, pour passer à 1,2 milliard de dollars, ce qui constitue la deuxième

augmentation mensuelle consécutive. Les composantes unifamiliale et multifamiliale ont toutes deux affiché une diminution en décembre, soit de 1,5 % et de 3,7 % respectivement. Décembre a connu une augmentation de 9,6 % du nombre de mises en chantier, alors que le nombre de ventes de maisons existantes a augmenté d'à peine 1,0 % en décembre.

En décembre, le secteur non résidentiel a continué sa progression pour un deuxième mois consécutif, augmentant de 2,0 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars, après trois diminutions mensuelles. Cependant, la composante commerciale a été la seule à afficher une augmentation (+ 13,0 %). L'augmentation de la demande d'immeubles commerciaux, d'entrepôts et d'immeubles de loisirs a été la principale cause de cette hausse. La plus importante diminution provenait des projets de construction

(suite à la page 5)

... Les permis de construction atteignent leur plus importante valeur depuis 1989

institutionnelle, qui ont chuté de 13,1 %, son plus bas niveau depuis février 1997. Cette chute est principalement imputable à la catégorie de maisons de repos et des services sociaux. La composante industrielle a affiché une diminution de 9,7 %.

Pour l'ensemble de 1998, l'augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux n'a pas été suffisante pour compenser un ralentissement quant aux permis de construction de logements unifamiliaux. La valeur des permis de construction dans le secteur résidentiel a donc été plus faible que prévu l'année dernière, diminuant de 2,0 % pour s'établir à 17,9 milliards de dollars, à la suite d'augmentations de plus de

10 % au cours des deux années précédentes. Les mises en chantier ont diminué de 6,6 % en 1998. De même, après une année record en 1997, l'activité dans le marché de la revente a diminué de 4,6 %. Les plus importantes diminutions en 1998 ont été signalées en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Les plus importantes augmentations se sont produites en Alberta et en Ontario.

L'année dernière a connu la plus importante valeur annuelle des permis de construction non résidentielle depuis 1989, la valeur ayant fait un bond de 20,1 %, pour s'établir à 15,5 milliards de dollars, après une augmentation de 23,9 % en 1997. La valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté dans tous les territoires et toutes les provinces l'année dernière, sauf au Yukon.

Les trois composantes — commerciale, industrielle et institutionnelle — ont contribué à cette augmentation. C'est la composante commerciale qui a le plus contribué à l'augmentation (+ 25,8 %, pour grimper à 8,2 milliards de dollars), suivie de la composante industrielle (+ 16,1 %, pour se fixer à 4,0 milliards de dollars) et de la composante institutionnelle (+ 12,3 %, pour s'établir à 3,3 milliards de dollars). Malgré les gains importants signalés en 1998 dans le cas des permis de construction non résidentielle, le quatrième trimestre a affiché un recul de 12,4 %. La baisse des bénéfices d'exploitation, le faible niveau des prix des marchandises et les prévisions d'un ralentissement de la croissance dans la plupart des grandes économies laissent présager une diminution des projets de construction industrielle en particulier.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de décembre 1998 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) peut être téléchargé d'Internet à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca) ou avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (courriel : gervgin@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Permis de construction, 1998

Données désaisonnalisées

	Ensemble	Ensemble	Rési-	Non
	Millions de dollars	Variation annuelle en %		
Canada	33 477,7	7,2	- 2,0	20,1
Terre-Neuve	245,7	15,1	- 2,7	50,4
Île-du-Prince-Édouard	117,3	6,6	- 3,1	18,4
Nouvelle-Écosse	620,3	- 1,7	- 19,5	36,5
Nouveau-Brunswick	482,9	5,2	- 1,7	12,8
Québec	5 585,7	8,9	0,4	18,5
Ontario	14 189,6	6,7	1,5	14,5
Manitoba	1 052,5	52,6	15,6	85,9
Saskatchewan	674,5	7,6	3,1	10,7
Alberta	5 586,5	25,6	13,1	43,1
Colombie-Britannique	4 804,5	- 13,2	- 22,7	4,0
Yukon	37,9	- 23,6	- 35,6	- 5,8
Territoires du Nord-Ouest	80,2	71,2	331,4	4,6

Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Permis de construction, décembre 1998

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 787,4	- 0,4	1 572,2	- 2,2	1 215,2	2,0
Terre-Neuve	36,5	90,1	11,0	20,8	25,5	152,4
Île-du-Prince-Édouard	9,3	2,5	5,3	17,1	4,1	- 11,7
Nouvelle-Écosse	67,2	8,1	35,8	- 10,2	31,3	40,9
Nouveau-Brunswick	42,5	24,2	19,5	- 0,5	23,0	57,3
Québec	550,1	12,6	280,0	17,5	270,0	8,0
Ontario	1 179,7	- 2,2	740,2	- 1,3	439,5	- 3,7
Manitoba	52,4	- 36,0	35,8	2,8	16,6	- 64,7
Saskatchewan	60,6	2,8	19,5	- 12,6	41,1	12,2
Alberta	467,3	13,5	254,7	10,4	212,6	17,4
Colombie-Britannique	317,2	- 24,4	167,2	- 34,3	150,0	- 9,1
Yukon	3,5	- 7,3	2,4	47,5	1,1	- 48,6
Territoires du Nord-Ouest	1,2	- 50,8	0,7	- 44,2	0,5	- 57,8

Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Les Canadiens misent gros aux jeux de hasard

L'instauration dans les années 1990 de casinos et d'appareils de loterie vidéo (ALV) régis par l'État a contribué à faire de l'industrie des jeux de hasard une industrie des plus florissantes à ce jour. En 1997, les Canadiens ont consacré 6,8 milliards de dollars aux jeux de hasard régis par l'État, une somme deux fois et demie supérieure à celle obtenue en 1992 (2,7 milliards de dollars). Les recettes totales de l'industrie des jeux de hasard ont fait un bond de 4 milliards de dollars en cinq ans. En particulier, les recettes des casinos et des ALV, qui ne représentaient que 10 % des recettes totales des jeux de hasard régis par l'État en 1992, s'élevaient à 59 % en 1997.

Cette hausse des recettes provenant du jeu se manifeste aussi dans la croissance marquée des retombées économiques de l'industrie des jeux de hasard. De 1992 à 1997, le produit intérieur brut (PIB) de l'industrie des jeux de hasard a bondi de 125 %, comparativement à 14 % pour toutes les autres industries. Même si cette industrie ne représentait que 0,1 % du PIB en 1997, elle a contribué à 0,5 % de la croissance totale du PIB au cours des cinq années précédentes.

Les bénéfices des gouvernements provinciaux ont ainsi plus que doublé de 1992 à 1997, passant de 1,7 milliard de dollars à 3,8 milliards de dollars. Au cours de cette période, les bénéfices tirés du jeu ont augmenté dans toutes les provinces et les territoires. De plus, exprimés en pourcentage de l'ensemble des recettes gouvernementales, les bénéfices étaient en hausse dans toutes les provinces à l'exception de la Colombie-Britannique. Cette province, de même que les deux territoires, n'avait pas encore légalisé les casinos d'État et les ALV en 1997.

Les dépenses annuelles moyennes consacrées au jeu au Québec ont été supérieures à celles des autres provinces en 1997 (348 \$ par adulte). Suivaient les dépenses des adultes de l'Île-du-Prince-Édouard (340 \$), puis celles du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta

Définitions

Établissement de jeu : Tout établissement qui sert principalement à des activités de jeu légales comme les bingos, les loteries et les casinos. (Les courses de chevaux sont classées comme des sports de spectacle commerciaux.)

Appareil de loterie vidéo (ALV) : Jeu de hasard électronique autonome à encaissement automatique. Les lots sont payés par un système d'encaissement informatisé contrairement aux lots instantanés en argent obtenus des machines à sous. Les ALV sont régis par les sociétés de loterie provinciales.

Casino d'État : Casino commercial régi par l'État.

Recettes de jeu : Ensemble des recettes provenant des loteries, des casinos et des ALV régis par les gouvernements provinciaux et territoriaux, moins les prix et les lots. Les recettes de jeu provenant d'organismes de bienfaisance et de réserves indiennes sont exclues.

Bénéfices tirés du jeu : Recettes nettes provenant des loteries, des casinos et des ALV régis par les gouvernements provinciaux et territoriaux, déduction faite des prix et des lots ainsi que des dépenses de fonctionnement (les salaires, les paiements au gouvernement fédéral et autres frais fixes).

(328 \$ dans les deux cas). La moyenne d'argent consacré au jeu a plus que triplé en Alberta en cinq ans (99 \$ en 1992).

La plupart des ménages canadiens (82 %) acceptent volontiers de risquer un peu d'argent à une ou à plusieurs formes de jeu : la dépense annuelle moyenne des ménages participants s'établissait à 423 \$. Parmi les ménages ayant déclaré des dépenses de jeux, ceux dont le revenu était inférieur à 20 000 \$ ont consacré en moyenne 296 \$ au jeu, soit 2,2 % du revenu total du ménage avant impôt. De leur côté, les ménages gagnant un revenu de 80 000 \$ et plus ont dépensé 536 \$ en moyenne, ce qui constitue seulement

Bénéfices¹ des gouvernements provinciaux et territoriaux tirés des jeux de hasard

	Bénéfices des jeux de hasard			En proportion des recettes totales ²	
	1992	1997	1992 à 1997	1992	1997
	Millions de dollars		Variation en %	%	
Terre-Neuve	43	75	74	2,3	3,6
Île-du-Prince-Édouard	8	13	63	1,8	2,4
Nouvelle-Écosse	69	102	48	2,6	3,4
Nouveau-Brunswick	48	68	42	1,9	2,1
Québec	473	1 054	123	1,6	3,0
Ontario	530	1 242	134	1,3	2,6
Manitoba	105	211	101	2,4	4,1
Saskatchewan	40	141	253	1,0	2,7
Alberta	125	643	414	1,1	4,2
Colombie-Britannique	239	262	10	1,6	1,2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	--	1	100	--	0,3

¹ Ensemble des recettes moins les dépenses de fonctionnement et les autres dépenses.

² A trait à l'année financière et exclut les paiements de transfert du gouvernement fédéral et des gouvernements locaux.

-- Nombres infimes.

(suite à la page 7)

... Les Canadiens misent gros aux jeux de hasard

0,5 % de leur revenu total avant impôt. Près des trois quarts des ménages (74 %) ont indiqué des dépenses dans les loteries d'État. Les bingos, quant à eux, n'attiraient que 12 % des ménages, mais ils ont obtenu la part la plus élevée des dépenses moyennes des ménages participants (677 \$).

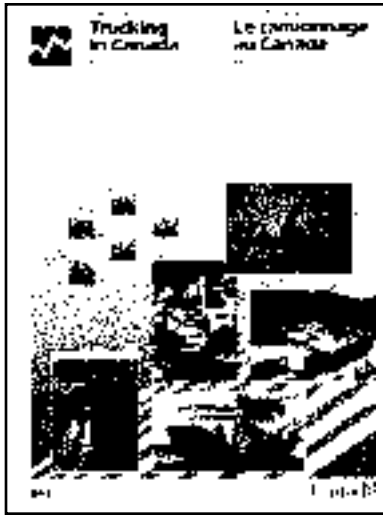
De 1992 à 1997, le nombre d'emplois a presque triplé dans l'industrie des jeux de hasard, passant de 12 000 à 35 000, comparativement à une hausse de 8 % dans l'ensemble des autres industries. L'emploi dans l'industrie des jeux de hasard ne constituait que 0,3 % de l'emploi total en 1997, mais l'accroissement net de 23 000 emplois depuis 1992 a représenté 2 % de la croissance globale de l'emploi au cours de la période de cinq ans. En 1997 seulement, le nombre d'emplois dans les jeux de hasard a augmenté de 10 000, ce qui représente environ 4 % de la croissance totale de l'emploi.

En 1997, les travailleurs de l'industrie des jeux de hasard étaient davantage des jeunes et des femmes et ils étaient plus susceptibles d'avoir tout au plus un diplôme d'études secondaires. Les travailleurs à temps plein touchent un salaire horaire moyen inférieur à celui des travailleurs des autres industries. La moitié de tous les emplois liés aux jeux de hasard se trouvaient en Ontario, situation attribuable, dans une large mesure, aux trois grands casinos exploités par l'État et aux 300 casinos itinérants Monte Carlo à vocation caritative.

*Ce portrait statistique de l'industrie des jeux de hasard au Canada est basé sur l'article « Jeux de hasard : miser gros » du numéro d'hiver 1998 de **L'emploi et le revenu en perspective** (75-001-XPF, 18 \$ / 58 \$). L'article porte sur les retombées économiques, les emplois et les recettes gouvernementales de cette industrie. Il fournit également des comparaisons provinciales. Pour plus de renseignements, communiquez avec Michel Côté au (613) 951-6896 (courriel : cotemic@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*



Nouveautés de Statistique Canada



Le camionnage au Canada 1997

Le camionnage au Canada porte un regard complet sur le secteur canadien du camionnage. Cette publication traite de façon détaillée des segments, de la structure et de la performance économique des transporteurs routiers à la fois pour compte d'autrui et pour compte propre.

Les textes analytiques, les tableaux et les graphiques mettent en évidence les caractéristiques financières et opérationnelles du secteur de même que le type de marchandises transportées, leur origine et leur destination. Cette année, la publication comprend également un article sur le nouveau Système de classification industrielle en Amérique du Nord et son impact sur le secteur du camionnage.

Le camionnage au Canada, 1997 (version imprimée : 53-222-XPB, 52 \$; version sur Internet : 53-222-XIB, 39 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca) ou avec Yves Gauthier au (613) 951-0188 (télécopieur : (613) 951-0579; courriel : gautyve@statcan.ca), Division des transports.

Personnel et dépenses des corps policiers 1997 et 1998

Ce nouveau rapport intitulé *Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada — 1997 et 1998* renferme une analyse de l'effectif policier à l'échelle du pays entre 1962 et 1998, et à l'échelle des provinces et des RMR pour 1998. Il fournit également une analyse des dépenses des services de police au niveau national entre 1985 et 1997, et au niveau provincial pour 1997 seulement.

Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada — 1997 et 1998 (version imprimée : 85F0019XPF, 31 \$; version sur Internet : 85F0019XIF, 23 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023, Centre canadien de la statistique juridique, ou composez sans frais le 1 800 387-2231.

L'aide juridique : une description des opérations Mars 1998

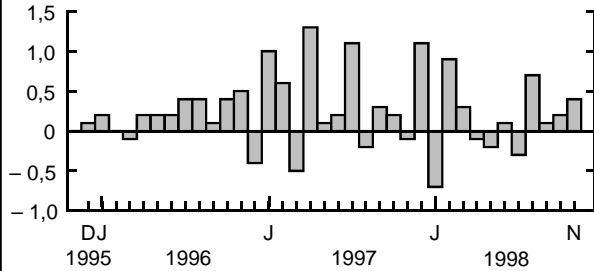
L'aide juridique : une description des opérations décrit la structure et l'administration des services provinciaux d'aide juridique au Canada et comprend des renseignements sur les lois, l'organisation, le niveau de service, les critères d'admissibilité, les avocats nommés d'office et les tarifs. Des listes de personnes-ressources et de bureaux d'aide juridique sont également fournies.

Le rapport *L'aide juridique : une description des opérations* (disquette : 85-217-XDB, 35 \$; version sur Internet : 85-217-XIB, 30 \$) est disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Centre canadien de la statistique juridique au (613) 951-9023, ou composez sans frais le 1 800 387-2231.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

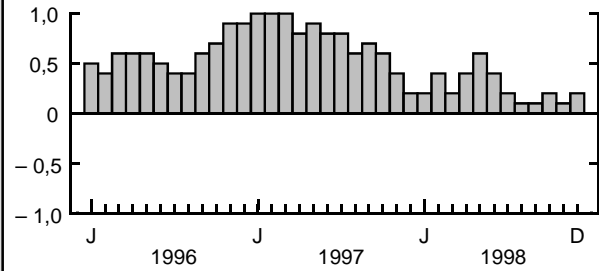
Variation mensuelle en %



L'activité économique a progressé de 0,4 % en novembre, enregistrant une croissance pour un quatrième mois de suite.

Indice composite

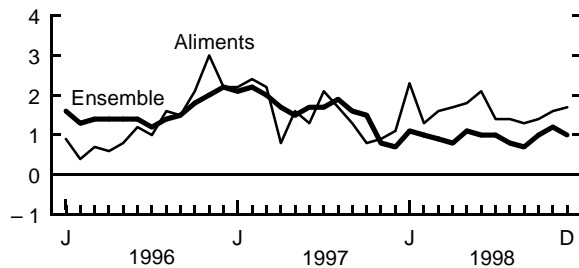
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé s'est accru de 0,2 % en décembre, poursuivant sa croissance modeste amorcée en juin.

Indice des prix à la consommation

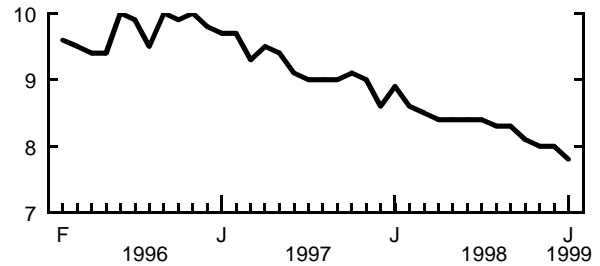
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en décembre 1998, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,7 %.

Taux de chômage

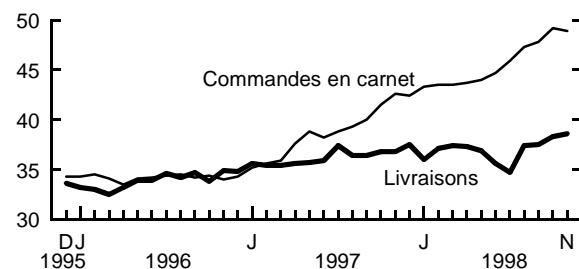
%



En janvier, le taux de chômage est tombé à 7,8 %, le taux le plus bas depuis juin 1990.

Fabrication

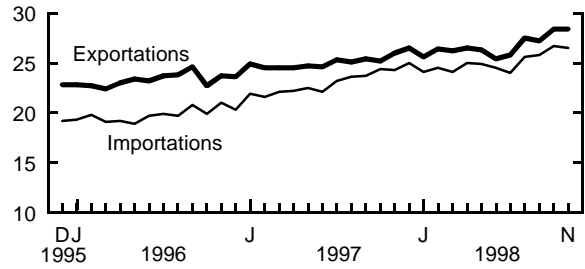
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 1,0 % en novembre, pour s'établir à 38,6 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,6 %, pour se fixer à 48,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations de marchandises ont faiblement augmenté de 0,1 % par rapport à octobre, pour se fixer à 28,4 milliards de dollars. Les importations ont fléchi de 0,8 %, pour s'établir à 26,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	novembre	724,2	0,4 %	2,7 %
Indice composite (1981 = 100)	décembre	208,7	0,2 %	3,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 1998	25,6	3,7 %	- 9,1 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3 ^e trim. de 1998	83,5	- 0,6 †	- 1,2 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	20,8	1,1 %	4,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	novembre	118,6	6,2 %	- 6,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier*	14,65	0,6 %	3,7 %
Taux de chômage (%)	janvier*	7,8	- 0,2 †	- 1,0 †
Taux d'activité (%)	janvier*	65,8	0,2 †	0,9 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	novembre*	39,2	0,1 %	3,7 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre	607,58	0,0 %	1,2 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	janvier	147	0,7 %	10,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	28,4	- 0,1 %	9,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	26,5	- 0,8 %	8,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	1,9	0,2	0,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	38,6	1,0 %	4,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	38,3	- 3,4 %	1,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	48,9	- 0,6 %	14,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,30	- 0,01	0,00
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	décembre	108,7	- 0,3 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	décembre	119,4	- 0,3 %	- 0,7 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	décembre	111,9	- 9,1 %	- 1,7 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre*	100,3	0,1 %	0,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 4 au 10 février 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada	1997 et 1998			
Internet		85F0019XIF	23	23
Papier		85F0019XPF	31	31
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise,	novembre 1998			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information — population active, pour la semaine se terminant le 16 janvier 1999	janvier 1999	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	décembre 1998	44-001-XIB	5 / 47	5 / 47
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	décembre 1998	44-004-XIB	5 / 47	5 / 47
Statistiques du charbon et du coke	novembre 1998	45-002-XPB	12 / 114	12 / 114
Statistiques de l'énergie électrique	novembre 1998	57-001-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	décembre 1998	64-001-XIB	19 / 186	19 / 186
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE				
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	troisième trimestre de 1998	61-008-XPB	35 / 114	35 / 114
SCIENCE ET TECHNOLOGIE				
Activités et incidences des sciences et de la technologie : cadre conceptuel pour un système d'information statistique	1998	88-522-XPB	36	36
TRANSPORTS				
Le camionnage au Canada	1997			
Internet		53-222-XIB	39	39
Papier		53-222-XPB	52	52

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.